



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'utilisation des ressources biologiques du territoire

F. Pernet

Citer ce document / Cite this document :

Pernet F. L'utilisation des ressources biologiques du territoire . In: Économie rurale. N°128, 1978. Ecologie et société - 3e partie. pp. 10-14;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2599>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_128_1_2599

Fichier pdf généré le 08/05/2018

L'UTILISATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DU TERRITOIRE

F. PERNET

INRA, IREP, Grenoble

Une partie grandissante du territoire cesse d'être exploitée par l'agriculture à mesure que se développe l'exode agricole, et que les terres libérées ne sont pas reprises ou ne le sont que pour des utilisations moins intensives. Pour l'observateur le moins averti, friches et broussailles, garrigues et maquis envahissent certains paysages.

Une telle sous-utilisation des ressources biologiques de l'espace national n'est ni fortuite ni conjoncturelle. Elle est en fait le produit du fonctionnement du système économique, et de l'agriculture dans ce système. Cet ensemble de relations doit être éclairé ; à ce niveau les problèmes peuvent être posés dans toute leur ampleur et les solutions réelles peuvent être trouvées (1).

L'économie s'est développée historiquement à travers une concentration des pouvoirs, des capitaux et des moyens de production, se reflétant sur le territoire par une concentration géographique. Celle-ci isole des zones de fort développement industriel et urbain de leurs arrière-pays respectifs, ainsi vidés de leur substance humaine et économique : le sous-développement des uns étant la conséquence logique du développement des autres.

Le même processus affecte l'agriculture, successivement dans les relations sectorielles entre l'agriculture et l'économie industrielle et urbaine, puis entre l'agriculture industrialisée et compétitive et celle qui est mise hors compétition sur les marchés et vient, à terme, grossir les effectifs de l'exode agricole. Dans son mouvement d'intégration au système économique, et sous la pression convergente des stratégies des industries agricoles et alimentaires et des phénomènes de marché, l'agriculture subit nécessairement un processus de régression qui entraîne deux types de conséquences liées.

— D'un côté, pour être et rester compétitive sur les marchés, l'agriculture met en œuvre des systèmes productifs de plus en plus industrialisés qui expliquent les accroissements élevés de productivité qu'elle réalise depuis l'après-guerre. Il en résulte à la fois concentration de l'activité agraire dans les zones les

plus favorables à ces systèmes industrialisés, et intensification du travail en agriculture. Par suite, pour des quantités produites en augmentation, les surfaces nécessaires à l'activité agricole sont en diminution. On se rappelle les conclusions des Rapports Vedel et Mansholt qui estimaient nécessaire de « geler » une partie du territoire agricole pour parvenir à une meilleure maîtrise de la surproduction agricole et des crises qui en découlent. De même, D. Maquart, analysant pour chaque production les progrès techniques possibles et les besoins fonciers correspondants, évalue à 15,5 millions d'ha la surface dont l'agriculture aura besoin d'ici à 1985 alors qu'elle occupe aujourd'hui 30 millions d'ha (parcours non compris) : « L'évolution des processus de production pourrait ainsi provoquer une concentration de la majeure partie de la production végétale et animale dans la moitié Nord de la France, ou dans des régions privilégiées et déjà souvent fortement urbanisées et industrialisées » (2).

— D'un autre côté, dans les régions moins favorables à l'industrialisation de l'agriculture, du fait des conditions géomorphologiques et climatiques, mais aussi du fait de leur éloignement des grands centres industriels et urbains, l'activité agricole cessant d'être compétitive se voit contrainte, avant de disparaître progressivement, d'adopter les productions qui ne sont pas choisies par les régions favorisées, productions animales notamment. A mesure que les exploitations les plus vulnérables disparaissent, même lorsqu'elles sont reprises, l'utilisation de l'espace devient moins intensive, les parcelles les moins productives étant abandonnées. L'exode agricole entraîne à son tour l'exode rural et c'est un mouvement continu de dépopulation confirmé par le dernier recensement. On ne voit apparaître aucun type nouveau d'utilisation agricole de l'espace et des ressources abandonnées.

Or l'étude des conditions écologiques générales de ces régions montre qu'elles ne sont pas toujours celles dont les potentialités biologiques sont les plus faibles ; les critères de différenciation relèvent aussi largement du système économique. Ces zones, souvent qualifiées de marginales, n'ont pas été retenues dans la gamme de choix des agents du système industriel et urbain. Elles ne sont pas marginales ; elles ont été marginalisées, au terme de choix qui tiennent compte autant,

(1) Ce texte s'inspire largement d'une étude sur le pastoralisme corse parue aux Presses Universitaires de Grenoble : G. LENCLUD et F. PERNET, *Berger en Corse, essai sur la question pastorale*. Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 192 p. Voir dans le numéro 122 (nov.-déc. 1977) le compte-rendu que D. BRUGÈRE a fait de cet ouvrage.

(2) D. MAQUART, *Les transformations du monde rural*, Analyse et Prévision, juillet 1972.

sinon plus, de leurs distances aux grands centres industriels et de consommation que de leurs potentialités propres. Ainsi on vérifie statistiquement que les taux d'exode agricoles et ruraux sont davantage en corrélation avec les unes qu'avec les autres. Les zones de montagne proches des centres urbains (les Alpes du Nord) se dépeuplent plus rapidement que celles qui sont plus isolées (le Massif Central).

Les critères de localisation de l'activité industrielle se ramenant, dans le cas général, au taux de rentabilité du capital, les zones marginalisées sont des zones de faible rentabilité, mais elles peuvent cependant recouvrir des situations écologiques très différentes, allant de la faible à la forte productivité biologique.

Quoiqu'en termes différents, dans l'un comme dans l'autre cas, l'agriculture n'assure plus ses fonctions traditionnelles sur trois plans au moins.

— L'intensification de la production s'accompagne d'une artificialisation des écosystèmes, qui pour être plus productifs n'en sont que plus vulnérables, et appellent des consommations accrues de produits industriels : aux accroissements de production ne correspond pas toujours le maintien des équilibres biologiques. L'intensification entraîne spécialisation et sélection des espèces tant animales que végétales et abandon et disparition des espèces non retenues. On peut dès aujourd'hui faire l'hypothèse que certaines races animales aujourd'hui disparues auraient pu devenir les races les plus adaptées à des modes futurs de l'utilisation du territoire différents de ceux qui sont actuellement en vigueur. L'agriculteur tient moins compte des équilibres biologiques, entretient moins bien le patrimoine biologique et génétique.

— Sur le plan de la production, si les rendements physiques pour de nombreux produits peuvent encore

augmenter, on s'interroge sur la qualité nutritionnelle des productions alimentaires ; on constate que toute augmentation de la production ne s'obtient que par des augmentations importantes des consommations intermédiaires susceptibles d'en compromettre l'intérêt économique. On mesure déjà, sur le plan énergétique que tout accroissement de la production agricole exige une augmentation plus que proportionnelle des consommations énergétiques.

— Plus largement, l'ensemble des fonctions assurées par l'agriculture dans la croissance économique (fourniture d'une production alimentaire à bon marché, d'une main-d'œuvre formée, de transferts en capitaux) est remis en cause depuis quelques années.

Ces questions renvoient au problème plus général des relations que le système économique impose à son agriculture, au type de gestion de l'espace national et de ses ressources biologiques qu'il assure par agriculture interposée : l'agriculture a joué dans le passé un rôle certain dans l'utilisation des ressources biologiques du territoire, elle l'assure de moins en moins à mesure qu'elle s'intègre à l'économie capitaliste. Cette transformation suscite des inquiétudes et appelle une stratégie nouvelle de la société quant à un environnement qu'elle dégrade ou qu'elle abandonne à des lois dites naturelles.

C'est dire, à la fois, tout l'intérêt de l'analyse des systèmes techno-économiques différents des systèmes dominants fournissant une base de références, et, aussi, que l'utilisation des ressources biologiques du territoire pose des problèmes économiques, sociaux et politiques autrement plus larges que ceux de la mise en œuvre de techniques et de systèmes productifs spécifiques.

D'AUTRES REFERENCES POUR L'UTILISATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES...

Deux points à peu près certains doivent être soulignés.

— Le modèle dominant en agriculture, celui des exploitants qui se maintiennent sur les marchés et reproduisent normalement leurs conditions de production, est un modèle minoritaire et élitiste. Les compétitions sont telles que si un grand nombre d'exploitants souhaite accéder aux systèmes productifs cohérents avec le système économique global, un petit nombre d'entre eux (un sur trois, un sur deux au maximum) y parviennent réellement. Parmi les autres qui sont ou qui vont être mis hors compétition sur ces marchés, il y a toute la gamme des possibles, de ceux qui n'assurent plus la reproduction simple de leurs conditions de production, à ceux qui (un sur cinq environ) sont obligés de compléter le revenu agricole par celui d'une deuxième activité. Cependant tous les exclus de la compétition ne recherchent pas

nécessairement des modèles différents du modèle dominant et, souvent, se contentent d'en adopter des formes dégradées, moins efficaces, qui les acculent à des situations encore plus désavantageuses.

— L'agriculture traditionnelle était obligée de tenir compte des contraintes biologiques dans la mesure où, moins industrialisée, elle était plus dépendante de son environnement et des réactions en retour que pouvait déclencher toute utilisation abusive. Empiriquement, l'agriculture avait appris à valoriser la plus grande gamme possible des ressources existantes dans son environnement, et ceci, sans en détruire les principaux équilibres, toutes les fois, du moins, qu'elle en avait la possibilité (densité de population adaptée aux ressources disponibles, absence de domination sociale conduisant à la surutilisation de ces ressources).

A un niveau de connaissances biologiques donné, empirique ou scientifique, pour un cycle ou un ensem-

ble de cycles biologiques donné, correspondrait ainsi un montant de prélèvement et une technique de ce prélèvement susceptibles d'être optimum par rapport au fonctionnement de ce cycle ou ensemble de cycles biologiques : le montant maximum qui ne compromette pas les productions à venir.

Ainsi, entre les modèles agricoles traditionnels et les modèles qui s'écartent aujourd'hui du modèle dominant, on peut espérer trouver d'autres systèmes de références pour une meilleure gestion des ressources biologiques du territoire.

QUELQUES MODELES DIFFERENTS

On se contentera ici d'en énumérer quelques-uns.

— Certains correspondent à des survivances des modèles traditionnels et parviennent à se maintenir malgré un contexte général d'industrialisation de l'agriculture. Ce sont essentiellement les systèmes productifs reposant sur la transhumance des troupeaux vers ou à partir des régions de montagne, ainsi que certains types d'exploitation de polyculture-élevage dans les campagnes les plus reculées et en moyenne montagne. Comme le montre, par exemple, l'analyse du pastoralisme corse, ces systèmes productifs ne sont plus aujourd'hui qu'un reflet très déformé de ce qu'ils étaient au début du siècle, généralement plus extensifs et n'ayant conservé qu'un nombre restreint d'utilisations des ressources biologiques de leur espace.

— Les systèmes productifs adoptés par les laissés-pour-compte de la course à la compétition sur les marchés (nous l'avons vu), correspondent davantage à une tendance à la clochardisation des modèles dominants qu'à des alternatives à ces modèles. On constate cependant une tendance générale à l'intensification du travail et à une certaine substitution du travail au capital pour des raisons évidentes d'économies monétaires sur les coûts de production.

— Dans des régions où l'exode agricole est ancien et où le capital foncier répond à des caractéristiques techniques et de prix bien précises, existent des systèmes d'élevage extensif : vaches allaitantes, ovins en plein air intégral, poulains de boucherie. Si le rapport du produit à la surface permet de les qualifier d'extensifs, cependant ces systèmes reposent sur une pratique et des connaissances zoo-techniques développées. L'élévation de la qualité du travail engagé pondère la faible quantité ; ces systèmes ne sont sans doute pas aussi extensifs qu'il apparaît à première vue.

— Enfin, des formes paradoxales d'agricultures sont inspirées, ou soutenues, ou réalisées par des catégories sociales d'origine urbaines ; on voit se dessiner d'autres tendances qui méritent discussion. De différents exemples de réinstallation d'urbains dans l'activité agricole, n'émerge guère de modèle technique précis plus ou moins apparenté à des formes extensives ; dans bien des cas, le réinstallé fait ce qu'il peut plutôt que

ce qu'il veut. Une tendance se dessine vers des modèles plus ou moins autarciques, visant plus ou moins consciemment suivant les cas, à échapper aux dominations du marché et à ne pas utiliser (ou le moins possible) de produits industriels, mécaniques ou chimiques. On peut trouver, sous cette réticence, autant l'absence de compétence dans l'utilisation de ces produits, que le souci de ne pas servir de débouchés pour l'industrie, que la préoccupation, très urbaine, de faire confiance à la nature et d'imaginer des méthodes qui empruntent davantage aux connaissances écologiques qu'à celles de la chimie. Ces différents traits prennent leur signification dans des modèles culturels et des modes d'existence plutôt que dans un souci d'efficacité technique ou économique ; cependant certaines réussites spectaculaires mériteraient d'être analysées de plus près sous ce point de vue.

Il y a de l'arbitraire à classer ici l'agriculture biologique : celle-ci pourrait aussi être interprétée comme une forme d'adaptation des exploitants qui n'ont pu, faute de moyens économiques, s'engager dans l'agriculture industrielle. Mais elle est aussi fortement soutenue, tant idéologiquement que sur le plan des débouchés, par des catégories sociales urbaines.

L'agriculture biologique n'est pas véritablement un modèle extensif, mais un modèle intensif qui repose non sur les quantités de capital mais sur les quantités et qualités du travail incorporé dans la production. Les défenseurs de cette agriculture argumentent sur son efficacité technique, au moins comparable à celle de l'agriculture industrielle, sur sa capacité à conduire sans les détruire les écosystèmes, sur la qualité diététique de sa production.

QUELQUES LEÇONS A TIRER

Pour nous l'important est de voir à travers ces différentes formes d'agriculture non industrielle l'évolution certes non linéaire, qui va de systèmes de simple cueillette à des systèmes intensifs susceptibles de caractériser une autre agriculture. On aurait ainsi des systèmes extensifs de type latifundiaire et des systèmes extensifs intégrant davantage de connaissances écologiques (empiriques ou scientifiques) et agissant volontairement sur les structures et le fonctionnement de leurs écosystèmes. Mais (si l'on peut utiliser cette expression) cet « extensif écologique » peut utiliser des quantités de travail importantes, et éventuellement de capital, capital foncier et équipement en clôtures notamment, au point qu'on ne puisse plus utiliser le qualificatif d'extensif.

En définitive, et dans l'état actuel des choses, la notion d'extensivité paraît n'exister que relativement aux seuls systèmes industrialisés, elle renvoie à des systèmes productifs qui ne seraient pris en considération que comme des négatifs du modèle industrialisé, mais qui n'existeraient pas en tant que tels, ne seraient pas, ou pas encore, construits à partir des connaissances écologiques disponibles.

Tout ceci conduit à l'hypothèse selon laquelle la gestion des ressources renouvelables dans les espaces délaissés par l'agriculture industrielle ne dispose pas véritablement d'un modèle technique adapté et spécifique ; des modes extensifs qui se définiraient comme des symétriques inverses de l'intensification n'en constituent qu'une première approche très insatisfaisante.

En fait, si à la concentration territoriale de l'activité agricole à laquelle conduit l'intégration de l'agriculture au système économique, répond l'intensification de la production, au sous-produit régional de cette tendance profonde qu'est la dépopulation, ne correspond pas, ou pas encore un modèle approprié, les formes que nous venons de schématiser n'en tenant lieu que provisoirement. Il n'y a pas intensif contre extensif, mais chimique contre biologique, l'un et l'autre recouvrant des formes qui peuvent aller d'un

rapport $\frac{\text{capital} \times \text{travail}}{\text{produit}}$ faible et extensif à un même rapport élevé et intensif.

Mais les leçons à tirer ne sont pas simplement d'ordre technique. Entre ceux qui sont marginalisés parce

qu'ils ne peuvent s'aligner sur le modèle dominant, et ceux qui, marginaux, refusent a priori de l'adopter, on note une série de tendances communes qui se réalisent à des niveaux bien différents. On observe ainsi tous les stades successifs d'une séquence qui commence à la recherche d'économie sur les coûts de production et va jusqu'à la réalisation d'une auto-fourniture presque complète des inputs. De même on trouvera tous les intermédiaires entre l'autoconsommation de quelques produits et une quasi-autarcie. Dans tous les cas enfin on constate une substitution du travail au capital dans des proportions très variables, qui suggère dans ces systèmes productifs une diminution du capital foncier nécessaire par travailleur et la possibilité de création d'emplois en agriculture.

Ces systèmes productifs qui à la fois sont le produit du fonctionnement du système social et sont marginalisés dans ce système, qui se développent aujourd'hui sans que l'on sache s'ils seront viables à long terme, apportent des éléments de réponse aux problèmes de l'utilisation des ressources biologiques du territoire. Mais bien évidemment aussi ces éléments restent ponctuels et isolés, ces problèmes se situant plus au niveau du système économique et social dans son ensemble qu'à celui de l'activité agricole proprement dite.

QUELQUES PROBLEMES POSES PAR L'UTILISATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DU TERRITOIRE

Si l'on passe d'une société et d'une économie dont l'un des ressorts était un modèle donné de relations entre l'agricole et l'industriel, le rural et l'urbain, à une société dans laquelle l'agricole et le rural au sens traditionnel du terme disparaissent, laissant un territoire peu ou mal utilisé, ces questions doivent être traitées à un niveau très global.

Il est illusoire de penser qu'une meilleure utilisation du territoire s'organisera spontanément sans que se définissent un projet de la société quant à son territoire, des stratégies et une politique différentes de celles qui ont conduit le système économique à créer la désertification de ce territoire.

Illusoire également de penser à un repeuplement spontané des espaces abandonnés : comment ceux qui reviendraient n'auraient-ils pas les mêmes difficultés que ceux qui sont partis, problèmes de revenus, insuffisance des conditions de la vie sociale ? La réutilisation de l'ensemble de l'espace national suppose un nouvel aménagement, un véritable urbanisme de cet espace.

Mais surtout, comment imaginer qu'un système économique soit capable, sans se transformer profondément, d'imaginer des solutions réelles aux problèmes que pose sa propre logique de croissance ? A quelles condi-

tions les systèmes productifs imaginés par ceux qui ne peuvent, qui ne veulent pas participer de la rationalité dominante peuvent-ils coexister et se développer dans un système économique qui ne leur est pas favorable ?

Si la caractéristique la plus importante de ces systèmes productifs différents se trouve dans une substitution du travail au capital, peut-on faire l'hypothèse qu'une productivité accrue du travail qui résulterait d'une meilleure connaissance des cycles biologiques plutôt que d'une plus grande utilisation des produits industriels, permettrait une meilleure valorisation de l'espace national ?

Jusqu'ici l'amélioration de la productivité du travail (notamment en agriculture) s'est réalisée grâce à l'utilisation croissante d'outils et de moyens de produire, de capitaux d'origine industrielle. Les possibilités d'améliorer la productivité du travail sont liées à celles de la rentabilité du capital investi.

Cette tendance historique est-elle inéluctable ? Une meilleure utilisation, non de la terre simplement considérée comme un support neutre de l'activité humaine, mais du stock de ressources biologiques qu'elle représente, doit permettre une amélioration de la productivité du travail sans recourir à des accroissements de capi-

taux dans les proportions pratiquées jusqu'ici ; mais cette amélioration permettra-t-elle des coûts de production compétitifs par rapport à ceux de la production industrialisée ? Il est clair que les réponses possibles sont fonction des progrès réalisés dans la construction de ces nouveaux modèles techniques, des échelles de surfaces d'exploitation dans lesquelles le calcul sera fait, et, le cas échéant, du soutien apporté par la collectivité nationale à de telles réalisations.

Alors seulement il pourra être utile d'opérer un véritable retournement des technologies, permettant d'adapter l'activité productive à des objectifs sociaux différents.

— En écologie, la question fondamentale ne serait pas tant d'étudier les conditions de l'évolution des écosystèmes considérés vers la maturité en privilégiant l'étude de ceux qui sont les moins anthropisés, que d'étudier les conditions permettant à l'homme de conduire les cycles biologiques à leur stade de produc-

tivité maximale et de les y maintenir, malgré leur instabilité accrue. On aboutirait ainsi à définir les grandes lignes d'une stratégie de compromis entre productivité et stabilité des écosystèmes capables de ressources renouvelables utiles à l'homme.

En agronomie, il faudrait aboutir à un renversement des orientations générales de la recherche, renversement déjà réalisé dans certains cas. En effet le problème n'est plus tant de choisir et sélectionner les espèces en fonction de leurs seules capacités de réponse aux techniques intensives et aux produits d'origine industrielle qu'elles utilisent, que de choisir et sélectionner les espèces en fonction d'abord de leur adaptation au milieu, quitte à réfléchir ensuite, de manière beaucoup plus fine et adaptée aux nécessités du fonctionnement des cycles biologiques considérés, à l'incorporation de produits industriels. On aurait ainsi, dans l'esprit technologique de la lutte biologique intégrée, des modèles de gestion « biologique intégrée » des ressources renouvelables.